



Vietnam

Le Vietnam évoque des paysages exotiques, des voyages inoubliables où fine gastronomie et panoramas grandioses se mêlent pour promettre une expérience mémorable.

Derrière cette image d'Épinal il faut savoir que depuis 1976, le pays est dirigé par un régime autoritaire à parti unique : le Parti communiste vietnamien. Le régime de Hanoï ne tolère aucune critique.

Le Vietnam est le pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est qui criminalise le plus sévèrement les défenseurs des droits humains. Plus d'une centaine de défenseurs des droits humains se trouvent actuellement derrière les barreaux et ces dernières années, la répression s'est accentuée et les peines prononcées se sont rallongées. Les autorités vietnamiennes traitent les défenseurs comme des ennemis de l'État. Le parti au pouvoir a recours, avec la complicité de la justice, à des lois vagues laissant une grande place à l'arbitraire. Les difficiles conditions de détention des défenseurs des droits humains et l'usage de la torture sont des armes utilisées par les autorités pour bâillonner la dissidence et décourager les communautés. En exilant de force les défenseurs sous couvert de remise en liberté, les autorités éloignent sciemment les familles et les communautés qui peuvent leur être d'un soutien vital.

Par ailleurs, février 2021 marque le 1er anniversaire de l'accord de libre-échange signé entre l'Union européenne et le Vietnam. Ce traité qui devait selon Bruxelles offrir une "occasion unique" de relever "les normes en matière de droits de l'homme" s'est avéré constituer un véritable blanc-seing pour la politique répressive de Hanoï.



Fiche pays RDC (République démocratique du Congo)

La RDC est le terrain de nombreux troubles et exactions. Entre 1993 et 2003 des crimes qualifiés de crimes contre l'humanité ont été perpétrés. Ils ont été documentés dans le Rapport Mapping publié en 2010 par les Nations unies mais les responsables et coupables n'ont jamais été punis. En janvier 2019, un nouveau président a été élu,

Félix Tshisekedi. Il n'est ni militaire, ni rebelle, ni chef de guerre. Dans son discours d'investiture il a promis « la réhabilitation et la consolidation d'un État de droit ». De nombreux Congolais attendent que le gouvernement s'engage véritablement dans la lutte contre l'impunité.

Avant l'arrivée de Tshisekedi, la RDC a été dirigée par Laurent Désiré Kabila puis par son fils, Joseph Kabila, issus de la rébellion congolaise ayant chassé en 1997 le dictateur Mobutu Sese Seko et ses trente-deux ans de pouvoir autocratique. Les Kabila ont régné pendant environ vingt-cinq années sans améliorer la gouvernance démocratique ni la situation des droits humains. Aujourd'hui, avec l'arrivée d'un civil au sommet de l'État, les populations congolaises espèrent enfin voir le pays s'engager dans une nouvelle voie plus respectueuse des droits fondamentaux des citoyens. Il est aussi important de savoir que les richesses en minerais de la RDC, sont sources de conflits meurtriers. En effet, de nombreux groupes armés s'affrontent et déciment la population au **Congo** pour le contrôle du commerce des minerais, comme le **coltan** et la **cassitérite**, minerais rares indispensables dans la fabrication de nos mobiles, de nos ordinateurs portables et de nombreux autres matériels informatiques. Ce conflit, le plus meurtrier depuis la seconde guerre mondiale, a tué de plus de cinq millions de personnes et dure depuis plus de quinze ans !